Société incivile ?

Tribune – Edito – Ndimby A. – 27/11/09

Si cette crise 2009 a eu lieu et s'éternise, c'est parce que les acteurs nationaux de stabilisation et de médiation n'ont pas pu, su ou voulu jouer leur rôle. Depuis le début, la rédaction de Tribune.com a toujours tenté de soutenir la société civile nationale dans ses efforts de médiation, même si nous ne privons pas de critiquer vertement ses insuffisances et ses incohérences. Force est cependant de constater que doucement mais sûrement, la société civile malgache prend de plus en plus le chemin du mimétisme avec la classe politique. Bien entendu, après bientôt un an de crise et de catastrophe économique (prix à payer pour donner à Andry Rajoelina le plaisir de Andry Rajoelina de se faire appeler « Monsieur le Président »), plus personne ne peut déceimment prétendre être absolument neutre. Par conséquent, aucun corps n'est homogène. Mettre tout dans le même sac en utilisant des termes génériques tels que la « société civile » est tout aussi impropre que de parler de « l'Eglise » ou de « l'Armée ». Car les divisions et les lignes de fracture existent, malgré les discours qui se veulent rassurants.

Selon le Livre blanc de la gouvernance européenne, la société civile se définit comme le regroupement d'un certain nombre d'entités, « *notamment les organisations syndicales et patronales (les « partenaires sociaux »), les organisations non gouvernementales (ONG), les associations professionnelles, les organisations caritatives, les organisations de base, les organisations qui impliquent les citoyens dans la vie locale et municipale, avec une contribution spécifique des Églises et communautés religieuses* ». Cela fait donc un gros sac fourre-tout, dans lequel on voit le meilleur côtoie le pire, surtout à Madagascar.

Primo, la société civile malgache a toujours été le refuge de politiciens (ou d'apprentis-politiciens) sous le couvert d'associations, et cela commencé sous l'ère de Ratsiraka. Il était alors plus simple et plus sûr de ne pas s'enregistrer officiellement comme un parti politique. Cela a continué, même bien après la libéralisation dans ce domaine. L'exemple le plus récent est sans doute le *Tanora malagasy vonona* (TGV), qui a montré qu'on pouvait mettre la charrue avant les bœufs pour arriver au pouvoir en quatre étapes. Un, monter une association. Deux, l'utiliser pour partir à l'assaut d'une élection municipale. Trois, utiliser la Mairie comme un tremplin vers un coup d'Etat. Et quatre, après le coup d'Etat, réfléchir à transformer l'association en parti politique. Avec ces politiciens qui s'insèrent dans les rouages de la société civile, quelquefois la frontière semble être si transparente qu'elle en devient troublante. Il n'y a qu'à voir la liste des délégations qui gravitent autour des chefs de mouvances.

Secundo, la société civile malgache a toujours été le refuge d'individus qui ont créé des ONGs bidon pour pouvoir bénéficier des financements des bailleurs de fonds, en particulier depuis que les thèmes à la mode sont la protection de l'environnement et la lutte contre le sida. Selon les chiffres, il y aurait environ 400 ONGs et associations répertoriées à Madagascar. Sur ce chiffre, combien peuvent se targuer d'être sérieuses, professionnelles, fiables, et présenter les caractéristiques d'une organisation régulière ? On rappellera également qu'il y a environ 150 partis politiques à Madagascar. Dans la mesure où au grand maximum une quinzaine font l'actualité (en bien ou en mal), on se demande ce que fabriquent les 135 autres. Question identique, même avec des proportions différentes, pour la société civile, composée en grande partie de coureurs de financements, comme certains courent les jupons pour les transformer en dots, et se faire admettre dans le cercle des gens qui comptent, après être parti de pas grand-chose [1].

Tertio, malgré ce qui précède, soulignons qu'il y a quand même une proportion d'organisations qui tentent depuis des années de donner ses lettres de noblesse à la société civile, dans des conditions pas toujours faciles. Sans vouloir citer nominativement les gens, mentionnons quand même le DRV-F3CM (Dinika sy rindra ho an'ny vehivavy), le CNOE (Comité national d'observation des élections), le SEFAFI (Observatoire de la vie publique), la PNOSCM (Plateforme nationale des organisations de la société civile de Madagascar), le CONECS (Conseil national économique et social), et plus récemment le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC). On pensait donc que tout naturellement, ces organisations prendraient (avec leurs contreparties du secteur privé) le contrôle du Conseil économique et social (CES), prévu par la Charte de Maputo. Cela ne sera pourtant pas très évident, au moins pour trois raisons.

Société civile alimentaire

Tout d'abord, il ne peut y avoir uniformité de point de vue sur le mode de participation au CES. La position raisonnable du CNOE, du CCOC, du SEFAFI ou de la PNOSCM ne convient pas à tout le monde. Sur la kyrielle d'organisations de la société civile à Madagascar (OSC) à Madagascar, il y en aura toujours quelques unes qui seront prêtes à aller se défroquer devant le pouvoir politique, soit par conviction et affinités (en particulier le CONECS, proche de la HAT pour plusieurs raisons), soit pour des motifs bassement alimentaires. Rapportée au monde de la société civile, la pyramide de Maslow établira qu'il y a les ONGs et associations qui font cela pour l'épanouissement que représente l'action louable de travailler pour l'humanité, et celles dont les besoins sont encore très basiques (physiques et sécurité). Comment croire que ces dernières aient suffisamment d'espace pour l'éthique, quand ce sont surtout les indemnités et les avantages des membres du CES qui vont les motiver ?

Il ne faudra donc pas s'étonner de voir des OSC sortir de derrière les fagots pour se précipiter au nom de la société civile dans le CES et soutenir le Président de la transition (PT). Lorsque la communauté internationale a mis au ban Andry Rajoelina, ce dernier a sorti de sa manche des Saoudiens (qui n'ont rien apporté depuis, sauf plusieurs milliers d'Euros de factures d'hôtel impayées) et un obscur Président de parti chrétien français. Quand l'Emmo-Nat a commencé à s'approcher un peu trop près de son domicile à Ambatobe, il a sorti les mutins pour faire croire qu'il avait toute l'armée avec lui. Quand la grogne a commencé à se faire sentir du côté d'Ambohitovo et Magro, il a sorti des Assises régionales folkloriques en prétextant que leurs participants représentaient tout le peuple. Et quand il a eu du mal à monter un gouvernement de consensus, il a cru pouvoir faire le malin en débauchant des girouettes, et tenter de faire croire que les trois mouvances commençaient à le rejoindre. Et quand le FFKM, à l'exception de Monseigneur Omar, a pris ses distances, il a favorisé les sectes (comme Ratsiraka à l'époque).

Dans la lignée de ce genre de stratégie foireuse, nous pouvons donc être certains que lorsque la vraie société civile fera montre d'un peu trop de volonté d'indépendance, Monsieur Rajoelina favorisera l'érection de groupuscules qui lui seront inféodés, et qui vont phagocytter le CES au nom de la société civile. Depuis quelques jours, on entend la voix d'OSC inconnues de ceux qui travaillent avec la société civile depuis des années : « l'Union des OSC pour la IVème République » (lol), la « Plateforme nationale malgache de la société civile » (expdrr), en attendant l'AMDS (Association des mous du slip) ou les TFDC (Tocards et Fêlés du cerveau). D'ailleurs, soulignons que l'appellation « Plateforme nationale malgache de la société civile » (PNMSC) n'est qu'une singerie de la très respectable « Plateforme nationale des organisations de la société civile de Madagascar », un peu comme ces inscriptions placées sur les contrefaçons chinoises vendues à Behoririka pour tromper les nigauds. Cela n'a pas empêché le PNMSC de proposer un certain Bruno Razafinimanana (Association Fandrotrana, re-lol) comme Président du CES.

En fait, le CES est comme toutes les institutions de la Transition. Les quatre leaders politiques signataires à Maputo l'ont créé d'abord et avant tout pour servir de part de gâteau à partager, d'où les 40 sièges réservés aux mouvances. Ceux qui ne pourront être casés dans le Gouvernement, le Haut conseil de la transition ou le Congrès de la Transition, se verront offrir un poste au CES. La stratégie des OSC ayant pignon sur rue risque donc d'échouer, car le nombre risque de l'emporter sur la qualité. Et face aux groupuscules montés de toutes pièces, la société civile sérieuse risque de ne pas faire le poids si elle ne se ressaisit pas. Car malgré ses belles idées, elle pêche par manque d'efficacité, et reste confinée dans un rôle de masturbation intellectuelle. Pendant qu'elle passe du temps à cette activité jouissive, les autres ne s'embarrassent pas de scrupules. A se demander si finalement, pour arriver à ses fins, il n'est pas préférable de faire le voyou.

Car de communiqué en position commune, de position commune en réunion préparatoire, de réunion préparatoire en regroupements, la société civile « sérieuse » pédale dans le vide, malgré ses efforts louables. Une réunion préparatoire en vue de la constitution du CES est prévue pour Lundi prochain. Espérons qu'elle ne soit pas de la région d'Ambatobevohoka et n'accouche d'une souris, comme le Gouvernement Mangalaza.

Notes

[1] Exemple (parmi tant d'autres...) : certains gigolos, comme Massimo Gargia

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/-Editorial-.html>